

PERIODIQUE TRIMESTRIEL : **3^{ème} TRIMESTRE 2018**

N° D'AGREMENT : P605292

Bureau de dépôt : 4700 Eupen

Editeur responsable : R. Julémont



Enfants de la Paix adhère au Code Ethique de l'AERF

Vous avez droit à l'information

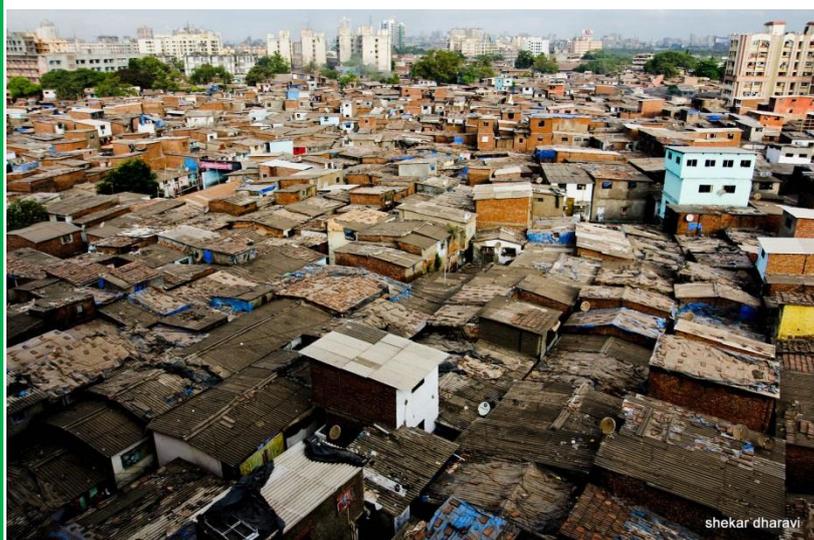
Ceci implique que les donateurs et employés sont informés au moins annuellement de l'utilisation des fonds récoltés.



PB-PP1B-01827
BELGIE(N)-BELGIQUE

Enfants de la Paix

NAMASTAI



L'Inde n'est plus la capitale mondiale de la pauvreté. Avec 71,5 millions de personnes vivant dans une pauvreté extrême, l'Inde a été

dépassée par le Nigéria qui en compte 89 millions. Pas de quoi pavoiser malgré ses nombreux succès commerciaux ou la croissance rapide de son PIB. Le taux d'alphabétisation de la population progresse, mais, autour de 70 %, il reste au niveau de l'Afrique. Plus grave encore, les femmes sont de moins en moins nombreuses à travailler. Leur taux d'emploi est de 26 % aujourd'hui, soit deux fois moins qu'en Chine ou en Europe. Un signe parmi d'autres de l'effort considérable qui reste à accomplir. L'ONU a publié récemment, dans son rapport annuel World Urbanization Prospects, une estimation des villes qui seront les plus peuplées d'ici 2030. C'est le grand Delhi (Delhi et ses banlieues) qui sera la 1^{ère} mégapole au monde avec une population estimée de 39 millions d'habitants. Parallèlement, une étude gouvernementale indique que d'ici 2030, les besoins en eau du pays devraient atteindre le double de ce qui sera disponible ; cela impliquera une pénurie sévère pour des centaines de millions de personnes et une chute possible de 6% du PIB national.

Les défis dans ce pays sont d'une autre dimension.

Edp, quant à elle, continue son action, sans relâche, à son niveau.

Compte éthique (TRIODOS) : **BE05 5230 8086 8975**

Compte classique (ING) : **BE57 3480 2828 2335**

e-mail : edp.belgium@belgacom.net

site : www.enfantsdelapaix.be

facebook : [Enfants de la Paix](https://www.facebook.com/EnfantsdeLaPaix)

Exp. : Enfants de la Paix, ASBL

24 – Bte 19, rue de l'Eglise

4840 Welkenraedt

Heures d'ouverture du Secrétariat :

Lundi	de 9 à 12h00	de 13 à 17h00
Mardi	de 9 à 12h00	de 13 à 17h00
Mercredi	de 9 à 12h00	fermé
Jeudi	de 9 à 12h00	de 13 à 17h00
Vendredi	de 9 à 12h00	de 13 à 17h00

tél : 087/88 17 45

Le mot du fondateur

Je souhaite pour ce mot du fondateur partager avec vous un nouvel article sur les enfants en Inde. Il est cette fois question de trafic d'enfants.

À bord d'un train dans l'Uttar Pradesh, au nord de l'Inde, un passager s'est retrouvé dans un wagon avec une vingtaine de jeunes filles dont certaines pleuraient et avaient l'air mal en point. Jugeant la situation suspecte, il a décidé d'envoyer deux tweets aux autorités ferroviaires. Il a aussi tagué le compte officiel du Premier ministre Narendra Modi.

Dans son tweet, Adarsh Shrivastava donne le numéro de son train et de son wagon et écrit : «Il y a 25 filles toutes mineures, certaines pleurent et elles ont toutes l'air en situation de détresse».

Il précise qu'il suspecte une situation de trafic d'enfants et mentionne sa location exacte. Trente minutes plus tard, le ministère ferroviaire répond à son tweet et tague la police ferroviaire avec ce message: « merci d'enquêter sur cette situation @rpfner »

Un peu plus tard, des policiers en civil sont montés dans le train et ont arrêté les deux hommes qui détenaient les vingt-six filles, qui avaient entre 10 et 14 ans. Elles ont été transférées aux services de protection de l'enfance qui essaient de contacter leurs familles.

La réaction de Shrivastava a été célébrée comme héroïque sur les réseaux sociaux, et il a répondu: « En tant que citoyen d'Inde, c'est notre responsabilité d'aider les autres ».



Une manifestation contre le trafic d'enfants à New Delhi en décembre 2008. | Raveendran | AFP

Les autorités ferroviaires indiennes avaient récemment lancé une campagne de sensibilisation destinée à encourager les passagers et passagères et employés et employées de train à notifier la police en cas de situation anormale.

Selon les chiffres du gouvernement, plus de 9.000 enfants indiens étaient victimes de trafic en 2016. Des trafiquants promettent aux jeunes de zones rurales des emplois en ville mais ils et elles se retrouvent souvent dans des situations d'esclavage.

Selon les militants et militantes des droits humains, les chiffres du gouvernement sont inadéquats et un très grand nombre de cas d'enfants trafiqués ne sont pas comptabilisés.

(Article repéré sur Global News par Claire Levenson et proposé sur www.slate.fr)

Un autre article dont voici un extrait fait état de chiffres plus élevés mais non moins vraisemblables. Il est paru le 17 juillet dernier.

(...) Avec 90 000 enfants qui disparaissent chaque année, le trafic d'enfants est un trafic florissant en Inde. Les raptés ont lieu dans la rue, les hôpitaux ou les gares, et passent souvent inaperçus dans un pays où l'on estime le nombre d'orphelins à 30 millions. Long et complexe, le système légal d'adoption ne parvient à remplacer un marché souterrain et lucratif, malgré une liste d'attente de 15 000 parents en 2016 d'après The Guardian. Les autorités tentent toutefois de réguler la situation : la Cour Suprême d'Inde a ordonné en début d'année l'enregistrement de tous les foyers pour enfants et le contrôle des orphelinats par le système central d'adoption. (...)

(Coline Renault - Le Figaro.fr)

J. Weber, Fondateur.

Le mot du président

Chers Amis,

Trente degrés à l'ombre, l'été dans les chaumières, tout le monde en vacances. C'est le mois d'août et déjà nos petits indiens sont rentrés à l'école depuis deux mois. Chez eux, l'été, les vacances, c'est au mois de mai.

Nous laissons notre travail de côté, nous ralentissons la cadence, nous prenons un peu de bon temps.

Comme par enchantement, tout se calme un peu comme si le temps était d'un seul coup suspendu. C'est un temps où le stress se met entre parenthèses, où les difficultés et les obstacles s'oublient. C'est aussi une liberté retrouvée de l'esprit, une fenêtre ouverte pour de nouveaux projets, de nouvelles idées ou de nouveaux rêves.

Pour les responsables de notre association c'est aussi plus de temps disponible pour innover, pour pousser notre barque un peu plus loin et ... sortir quelques nouvelles idées de notre chapeau.

Déjà, j'avais expliqué que nous nous lançons dans la production d'un court métrage promotionnel professionnel pour l'utiliser comme support d'une tournée de présentations publiques de nos actions, le diffuser dans les médias et, si possible, en salle et à la télévision. Tout cela **afin de toucher de nouveaux parrains et donateurs** et **assurer la continuité de notre association** qui atteint maintenant un âge respectable.

Ce film, qui s'intitulera « Wake-Up », a été tourné mais son montage n'est pas terminé. Nous attendons pour cela que nous ayons réuni les fonds spécifiques nécessaires. Fonds spécifiques, car il ne s'agit pas de financer cette opération avec les recettes courantes de l'association destinées à aider nos enfants indiens.

Une partie des fonds sera récoltée par un financement participatif (crowdfunding en français). L'autre par des parrainages commerciaux ou industriels.

Et ici nous avons besoin de votre précieux concours : cliquer sur

<https://ulule.com/wakeupfilm/>

Et renvoyer cette URL à toutes vos adresses mail en invitant à participer (il y a de beaux lots...).

Si vous avez une page Facebook, Twitter, Instagram ou autre, copier cette URL et invitez vos amis. Quelques clics sur internet et voilà que vous nous permettez de joindre toutes les bonnes volontés du pays.
CE N'EST QU'AVEC VOTRE AIDE QUE NOUS REUSSIRONS.

Voici Le site où vous arriverez (1):



Je vous souhaite un bel été, de bonnes vacances et je vous remercie encore pour votre précieuse aide.

Richard Julémont, Président.

(1) Note : Avec votre adresse mail, Ulule vous demande de choisir un nouveau mot de passe, pas celui de votre boîte mail !

Nouvelles d'Inde

En Inde, l'année scolaire suit son cours. Les enfants ont reçu du nouveau matériel.





Les ballots de tissus pour la confection des uniformes scolaires sont arrivés. Ils ont été découpés et mis à mesure (nombreuses tailles différentes) par 2 couturiers, sous la supervision de Rao.



Avant les grandes vacances indiennes, il y avait 139 enfants au home de Malkapur. Les responsables espéraient avoir 175 enfants pour la nouvelle année, soit la capacité maximale du home. Ils sont actuellement 135 : 64 garçons et 61 filles. 36 nouveaux petits garçons de moins de 10 ans ont été amenés par le Child Welfare Committee (un comité officiel qui vérifie les besoins des enfants et les présentent aux homes)

De nombreux enfants ont quitté le home suite à l'ouverture en masse des « English medium school » (école en immersion anglais) par l'état du Telangana. Le gouvernement avait promis l'ouverture d'une école par tranche de 50000 habitants. Il y a maintenant près de 900 écoles de ce type. En Inde, ce qui est nouveau est attirant et perçu par les parents comme forcément mieux.

Au sein du home, les 5 premières années sont passées en immersion anglais.

Le sponsor d'un petit garçon lui a acheté un pantalon, un polo et une paire de chaussures et a offert des fruits pour tous les enfants du home.



Ce petit garçon distribue 2 pommes et une orange à tous les enfants du home de Malkapur

Ci-après quelques moments de vie au home.



Préparation des légumes pour le repas du soir



Moment de détente pour les enfants le dimanche



Rao en conversation avec un architecte pour la réalisation de plans pour le projet de construction du 1^{er} étage

Au home de Tiruvannāmalai, il y a toujours 35 filles. Parmi elles, 3 nouvelles têtes et malheureusement une triste histoire comme trop souvent...

Ces 3 jeunes filles ont été amenées au home de Tiruvannāmalai le 10 juillet dernier, envoyées par le Child Welfare Comity. Leur père est parti pour se remarier avec une autre femme et a abandonné ses 3 enfants et sa femme. Elles ont été immédiatement intégrées et acceptées par l'ensemble des enfants et du personnel.



Du matin au soir est accroché à la porte principale du home un panier destiné à recevoir un nouveau-né dont la mère serait dans l'incapacité de s'en occuper. Cela pour éviter les abandons sauvages encore trop fréquents en Inde. Durant le séjour de Philippe Reul qui s'est rendu dans les homes au mois de juillet, 2 nouveau-nés ont été retrouvés morts dans une décharge, d'où l'utilité de ce panier.



Pour cette rentrée scolaire 2018/2019, les uniformes dans l'état du Tamil Nadu sont différents suivant les classes.



Classes 1 à 5



Classes 6 à 8



Classes 9 et 10



Classes 11 et 12

Au home de Tiru, il n'y a pas de bancs scolaires, à la demande de Merjambi, responsable du home et par ailleurs professeur de yoga. Les enfants sont déjà assis toute la journée sur les bancs et un grand nombre d'enfants étudient le soir dans une position de yoga ce qui est bien meilleur pour eux.



Photos des enfants pendant l'étude du soir à Tiruvanamalai



Pour ne pas oublier...

RGDP

Le règlement général sur la protection des données (RGPD, ou encore GDPR, de l'anglais General Data Protection Regulation) est entré en vigueur le 25 mai 2018.

Nous avons le devoir de vous informer des éléments suivants :

Toute personne concernée a le droit de se faire communiquer, de rectifier ou d'effacer toutes données à caractère personnel la concernant ou de restreindre le traitement la concernant.

Elle a également le droit de s'opposer au traitement des données à caractère personnel envisagé à des fins de marketing.

Si vous avez des questions à ce sujet, nous vous invitons à contacter le secrétariat d'Enfants de la Paix.

N'oubliez pas notre marche parrainée, dimanche 16 septembre !

Les détails et la feuille de parrainage se trouvent dans le Namastai précédent.



Rallye pédestre de **4, 8 ou 12 kilomètres** au départ de l'aire de loisirs derrière le **parking du rond-point de Baelen**.

- entre 13h30 et 13h45 pour les **Pros** (12 km)
- entre 14h30 et 14h45 pour les **Cools** (8 km)
- entre 15h30 et 15h45 pour les **Paisibles** (4 km)

A partir de 16h30 – 17h : Goûter-souper à La Cantellerie, Rue de la Régence 6 à **Baelen** et dépouillement de vos réponses aux questions du rallye + proclamation du 1er prix

PàF : à la pièce (tartes, sandwichs et boissons)

S'il vous plaît, **inscription vivement souhaitée** auprès d'Elisabeth ou Nadine, afin de nous aider à calculer la quantité de victuailles. Merci de votre compréhension !

- Elisabeth HUGO 0494-333418 (080-337994) jete.hugo@gmail.com
- Nadine ROBERT 0474 519993 nadinerobertnrj@gmail.com

Venez nombreux !

Plaisir et Bonne action assurés !

Nadine et Elisabeth

Au Kerala, les femmes ont désormais le droit de s'asseoir au travail

Les femmes qui travaillent dans les commerces indiens de textile subissent des conditions de travail extrêmement rudes. Après plusieurs années de combat mené par des militantes, l'État indien du Kerala a amendé la loi relative aux magasins et aux établissements commerciaux.

« Vous devez rester debout douze heures d'affilée, tous les jours. [...] On surveille le moindre de vos mouvements, et vous êtes sanctionnée pour le moindre écart – par exemple s'appuyer contre un mur (ne serait-ce que quelques secondes), parler avec d'autres personnes ou s'asseoir », décrit **The Better India**, avant de demander à ses lecteurs : pourriez-vous imaginer de quelle profession et de quelle époque il s'agit dans ce témoignage ?

Le média donne rapidement la réponse à la triste devinette : il s'agit des conditions de travail des femmes dans les magasins de textile au Kerala, État situé à la pointe sud de l'Inde. En plus d'avoir l'interdiction de s'asseoir, elles n'ont droit qu'à deux pauses de cinq minutes dans la journée pour aller aux toilettes – quand des lieux sont prévus à proximité, ce qui n'est pas toujours le cas – et doivent prendre leur déjeuner en moins de trente minutes. « Les femmes veillent à ne pas trop boire parce qu'elles ne peuvent pas aller aux toilettes quand elles le veulent. Elles contractent des infections urinaires et ont des problèmes de reins. La position debout leur crée des varices et des douleurs aux articulations », témoigne la militante Viji Penkoot, dans **The Guardian**. Et pour s'assurer du respect des règles, les employeurs n'hésitent pas à filmer les vendeuses avec des caméras.

C'est d'ailleurs ce qui est arrivé à Anita, au septième jour de la saison festive d'Onam, relate **The Times of India**. Après les pluies, on fête l'arrivée des beaux jours et la période attire de nombreux clients.

Alors que l'un d'entre eux a longtemps discuté des modèles de vêtements, elle s'est permis, le temps de quelques minutes, de s'appuyer contre un mur avant d'être rappelée à l'ordre par l'un des chefs d'équipe.

« À la fin du mois, ma paie a été amputée de 100 roupies. Le propriétaire du magasin, qui était à l'étranger, avait vu la bande de vidéosurveillance », explique-t-elle au média.



Une femme dans un magasin et atelier de saris à Bhoodan Pochampally, en Inde, le 3 mars 2014. PHOTO | NOAH SEELAM | AFP

Le cas d'Anita est l'un des nombreux exemples de ce que dénonce le mouvement de contestation pour "le droit de s'asseoir" ("iruppu samaram" en malayalam, la langue de l'État du Kerala). Après huit ans de combat, ces militantes ont obtenu gain de cause le 4 juillet. Ainsi, le gouvernement de l'État a amendé la loi portant sur les magasins et les établissements commerciaux. La durée de travail sera désormais limitée à huit heures par jour pour les femmes et elles seront autorisées à utiliser une chaise ou un tabouret au travail. De plus, cet amendement permet aux vendeuses de profiter d'une pause au cours de l'après-midi, fixe un revenu minimum mensuel de 10 000 roupies (soit 125 euros) et rend la pause déjeuner obligatoire – bien que la durée n'ait pas encore été annoncée.

Une victoire obtenue notamment grâce à la lutte de Viji Penkoot, qui milite contre les conditions de travail difficiles des Indiennes depuis 2010. Elle explique à The Week :

Les propriétaires de magasins, y compris l'association des marchands du Kerala, nous ont dit que si on voulait s'asseoir ou utiliser les toilettes, nous n'avions qu'à rester chez nous. Ça nous a vraiment mises en colère, et c'est comme ça qu'a commencé le mouvement 'iruppu samaram' pour le droit de s'asseoir."

Dans *The Better India*, la chef de file du mouvement de contestation ajoute : « La plupart des autres syndicats sont dirigés par des hommes, il n'y avait donc pas un grand empressement pour se pencher sur cette question. » Elle reconnaît toutefois, non sans regrets, dans *The Guardian* : « Ça nous a pris beaucoup de temps pour attirer l'attention du gouvernement sur ce problème. »

(Audrey Fisné – Courrier International – publié le 19 juillet 2018)